

# L'industrie n'est pas morte, elle usine encore

Lors d'un déplacement, la semaine dernière, le nouveau ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a promis que l'État se battra pour l'industrie française. Et en Loire-Atlantique, comment vont les usines ? Pas si mal.

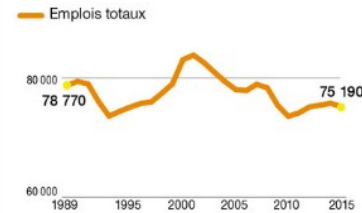
**Deux gros et tous les autres**  
En Loire-Atlantique, on ne fabrique pas seulement des avions et des bateaux. La vitalité de ces deux poids lourds et leurs wagons de sous-traitants ont tendance à occulter la présence des autres industries. Elles sont pourtant très diversifiées. « À la fois par la taille des entreprises et les activités proposées », explique Philippe Novelli, le patron de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM 44).

Pour preuve, on compte 7 937 établissements en Loire-Atlantique, dont seulement 270 ont plus de 50 salariés. Si un secteur souffre, ce n'est pas tout le tissu industriel qui est malade.

## On fabrique de tout

En effet, quoi de comparable entre la fonderie Lemer et ses ouvriers façonnant, sur des machines peu automatisées, des pièces en plomb et cette salle blanche de l'usine Daher où les robots travaillent des matériaux composites aux côtés des hommes. Certes, certaines industries ont été laminées, comme les fonderies. Imperial Tobacco a fermé sa principale usine de tabac il y a presque deux ans et délocalisé sa production en Pologne. Alcatel qui, en son temps, était un fleuron industriel, a disparu d'Orvault.

## Évolution du nombre d'emplois dans l'industrie en Loire-Atlantique



Source : Insee.



## Toujours plus modernes

Mais à ceux qui prédisent la mort de l'industrie dans un département marqué par un très fort dynamisme des services, Patrick Choppe, qui est aussi le dirigeant d'Europe Technologies, rétorque : « Nous avons des industries cramponnées au territoire, qui fabriquent et exportent. Mon entreprise a travaillé, par exemple, avec 52 pays l'an dernier. »

Il n'occulte pas les difficultés : « Fabriquer, c'est rude. Quand on nous demande des milliers de pièces,

ce n'est pas sur le prix que nous sommes compétitifs, mais sur la qualité. Pour cela, il faut se moderniser. »

Armor et ses 1 800 salariés en sont un parfait exemple. Cette vieille entreprise nantaise, leader du ruban d'impression pour codes-barres, moribonde il y a quelques années, s'impose aujourd'hui dans le monde entier.

Dans un autre secteur, celui des menuiseries industrielles, très concurrentes par les pays de l'Est,

la même stratégie opère. Vincent Lebreton dirigeant d'Atlantique ouvertures (190 salariés) le dit ainsi : « Soit on modernise, soit on fabrique ailleurs. Nous devons avoir des produits qui montent en gamme et des outils comme nos robots à six axes (dernier cri) pour gagner en productivité. C'est indispensable. »

## Attention fragile

On sait aussi certaines filières fragiles. « Nous avons un inconvénient », assure le patron du Mectel,

Patrick Choppe, « les centres de décision de ces grands groupes ne sont pas chez nous ». On le voit aujourd'hui avec l'entreprise de Saint-Nazaire, Sides, qui fabrique des camions de pompiers. Son propriétaire, un fonds d'investissement allemand, manifestement peu soucieux d'investir dans l'usine aujourd'hui placée en sauvegarde, a décidé de vendre.

La Biscuiterie nantaise, sous le giron du groupe turc Yildiz, affronte un avenir incertain. L'usine de Vertou et ses 400 salariés seront-ils vendus encore une fois ? Avec toujours la même inquiétude, les célèbres biscuits seront-ils toujours fabriqués ici ?

D'autres industries sont menacées : celles dont l'activité ne fait pas bon ménage avec l'environnement. C'est le cas du secteur de l'exploitation pétrolière avec Sercol. Quel avenir aussi pour la centrale au charbon de Cordemais, où la CGT planche sur un nouveau projet de biomasse ? Verra-t-on demain de nouvelles filières « vertes » ? Général Electric (ex Alstom) met le paquet à Montoir dans les énergies maritimes renouvelables, comme l'éolien en mer. Mais l'avenir reste flou, remarque la CGT.

## Ça embauche

C'est un autre témoin de l'état de santé de l'industrie. La crise de 2008

avait durement touché le secteur. « Mais depuis 2010, nous constatons une augmentation constante des effectifs. Se rapprochant de ceux d'avant la crise », affiche Philippe Novelli, de l'UIMM.

Aujourd'hui, 75 190 personnes travaillent dans l'industrie, contre 73 500 en 2010 en Loire-Atlantique. « Nous avons été très sollicités ces dernières années pour des conseils liés au licenciement, à la réorganisation. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. On est revenu à une activité normale. »

Dans les agences d'interim, ce nouveau souffle est aussi ressenti. « Des clients qui avaient cessé de nous solliciter pendant la crise reviennent nous voir », note David Dugué, responsable d'une agence Synergie à Nantes.

« Des entreprises qui ne sont pas forcément adeptes du travail temporaire nous sollicitent aussi. Les raisons ? Les carnets de commandes ont tendance à se remplir au dernier moment. » Quand l'intérim va, tout va, entend-on souvent. Une tendance qui reste à confirmer. Le Président Emmanuel Macron a promis une reconquête industrielle, affirmant que « la France sans industrie n'était pas une option ».

Dossier : Marylise COURAUD et Pierre MOMBOISE.

## « L'innovation, c'est la production de demain »

### Trois questions à...



**Stéphane Cassereau,**  
directeur  
de l'Institut  
de recherches  
technologiques  
Jules-Verne (1).

**Sans industrie, pas d'avenir, sans recherche pas d'industrie. Qu'en pensez-vous ?**

Oui, l'industrie reste essentielle. Quand on dit qu'elle ne pèse plus que 12 % du PIB (Produit intérieur brut) en France, on ne comptabilise pas tous les services comme l'ingénierie, l'informatique, la logistique, que l'industrie a externalisés. Si on en tient compte, on dépasse les 30 %. Un emploi industriel en génère trois à quatre de plus. Globalement, ce secteur a connu certes une baisse des effectifs, mais il faut aussi la relativiser. Ce qui fait progresser l'industrie aujourd'hui, c'est l'innovation. De plus en plus, les programmes de recherche remontent directement du terrain, des usines.

**Vous voulez dire que la recherche est davantage connectée à l'entreprise. Avez-vous des exemples ?**

Je vous en donne deux. L'un concerne Airbus à Saint-Nazaire et la création d'un robot en mesure de collaborer avec les hommes en toute sécurité. Il est capable de suivre un opérateur dans un tronçon d'avion et de positionner des pièces. C'est un programme très concret. La recherche aboutit à un prototype et puis à la fabrication industrielle du robot, confiée bien souvent à une PME (Petites et moyennes entreprises). Prenons un deuxième exemple avec



Ici, Daher, à Saint-Aignan-de-Grandlieu, vitrine de l'usine du futur régulièrement visitée par les ministres de passage à Nantes.

STX et l'introduction d'un robot qui sait souder des coques de bateau. Cette innovation peut régler deux problèmes : on ne trouve plus de soudeurs et les travaux en hauteur sont risqués.

**Comment les plus petites entreprises industrielles peuvent-elles accéder à la recherche ? Si elles ne le font pas, sont-elles condamnées ?**

Tout le monde ne développera pas des robots de cette génération mais si les PME et PMI (Petites et moyennes industries) n'innovent pas, elles n'auront plus de marchés à terme. Il faut les inciter à travailler

ensemble, à se regrouper pour partager l'effort de recherche qui nécessite des moyens financiers, mais ce n'est pas forcément le critère le plus important. Il faut des compétences et du temps. Dans les entreprises, il y a rarement une personne dédiée à temps plein à la recherche. Penser des projets à long terme prend du temps. L'innovation, c'est la production de demain.

(1) Au sein de l'Institut de recherches technologiques Jules-Verne (IRT), collaborent établissements d'enseignement supérieur et de recherche et entreprises.

**Troisième** L'industrie est le troisième employeur du département, loin derrière la fonction publique et le numéro un qui comprend le commerce, les transports et les services. Elle représentait 14,5 % des salariés fin 2014.